**CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE
DE L'ORDRE DES MASSEURS-KINESITHERAPEUTES**

91bis rue du Cherche-Midi -75006-Paris

N° 001-2024 Conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes c. M. X.

Audience publique du 2 décembre 2024

Décision rendue publique par affichage le 17 décembre 2024

La chambre disciplinaire nationale de l'Ordre des masseurs-kinésithérapeutes,

Vu la procédure suivante :

Procédure contentieuse antérieure :

M. Y. a porté plainte contre M. X., masseur-kinésithérapeute, devant le conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes des Hautes-Pyrénées, qui a transmis cette plainte à la chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes d'Occitanie, en s'y associant.

Par une décision n° 2022/65-013 du 4 décembre 2023, la chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes d'Occitanie a rejeté les plaintes de M. Y. et du conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes des Hautes-Pyrénées.

Procédure devant la chambre disciplinaire nationale :

Par une requête enregistrée le 15 janvier 2024 au greffe de la chambre disciplinaire nationale de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes, le Conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes, représenté par Me Hélène Lor, demande à cette juridiction :

1°) d'annuler la décision de la chambre disciplinaire de première instance d'Occitanie du 4 décembre 2023 ;

2°) de prononcer à l'encontre de M. X. une sanction disciplinaire en rapport avec la gravité des manquements qui lui sont reprochés sur le fondement des articles R. 4321-54 et R. 4321-79 du code de la santé publique.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- Le code de justice administrative ;
- Le code de la santé publique ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience,

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 2 décembre 2024 :

- M. Rémi Bellina en son rapport ;
- Les observations de Me Hélène Lor pour le Conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes ;
- M. Y., dûment convoqué, n'étant ni présent, ni représenté ;
- Le conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes des Hautes-Pyrénées, dûment averti, n'étant ni présent, ni représenté ;

M. X., dûment convoqué, n'étant ni présent, ni représenté.

Après en avoir délibéré,

Considérant ce qui suit :

1. Il ressort des pièces du dossier, notamment du procès-verbal de la réunion de conciliation en application des dispositions de l'article L. 4123-2 du code de la santé publique, rendues applicables aux masseurs-kinésithérapeutes par l'article L. 4321-19 du même code, organisée le 25 mars 2022, que M. Y. a porté devant ce conseil départemental une plainte, à laquelle le conseil départemental s'est associé, contre M. X., en soutenant que ce dernier aurait eu des relations sexuelles avec sa compagne, Mme F., dans le courant de l'été 2014. M. X. reconnaît avoir alors pratiqué avec Mme F., au sein de son cabinet, des « *caresses poussées et des masturbations mutuelles* ».

Sur la recevabilité des plaintes :

2. Il résulte de l'instruction que M. Y., qui n'a jamais été patient de M. X., n'établit pas avoir été, à la date des faits à l'origine de sa plainte, le compagnon de Mme F., qui n'a pas elle-même déposé plainte et dont il est, en tout état de cause, séparé. M. Y., absent à l'audience, n'ayant fait valoir aucun autre élément lui permettant de justifier d'un intérêt direct et certain lui donnant qualité pour agir contre M. X. devant la juridiction ordinaire, le moyen soulevé par le Conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes tiré de ce que la chambre disciplinaire de première instance aurait commis une erreur de droit et entaché sa décision d'une erreur d'appréciation en rejetant comme irrecevable la plainte de M. Y. doit être écarté.

3. En s'associant à la plainte de M. Y., le conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes des Hautes-Pyrénées a formé une plainte qui lui est propre sur laquelle il a, par ailleurs, émis un avis motivé. Dès lors, l'irrecevabilité relevée au point 2. ne saurait avoir d'incidence sur la recevabilité de la plainte du conseil départemental de l'ordre. La chambre disciplinaire de première instance a ainsi pu, sans commettre d'erreur de droit, écarter la fin de non-recevoir opposée à cette plainte par M. X.

Sur les griefs de la plainte :

Sur le manquement aux obligations mentionnées à l'article R. 4321-54 du code de la santé publique :

4. Aux termes de l'article R. 4321-54 du code de la santé publique : « *Le masseur-kinésithérapeute respecte, en toutes circonstances, les principes de moralité, de probité et de responsabilité indispensables à l'exercice de la masso-kinésithérapie.* ». Alors même que, selon les déclarations de M. X., les gestes à caractère sexuel mentionnés au point 1. n'auraient pas été accompagnés d'une pénétration ou d'une fellation et que, par ailleurs, aucun élément du dossier ne suggère qu'ils auraient été pratiqués en l'absence du consentement de sa patiente adulte, de tels agissements, dès lors qu'ils ont été accomplis par un masseur-kinésithérapeute au sein de son cabinet, révèlent un comportement inapproprié et portent atteinte à la garantie, sur laquelle tout patient doit pouvoir compter, que son corps ne soit pas manipulé à d'autres fins que thérapeutiques. M. X., qui reconnaît lui-même dans ses écritures avoir pleine conscience d'avoir « *dérapé* », a ainsi méconnu les principes de moralité et de responsabilité mentionnées à l'article R. 4321-54 précité.

Sur la déconsidération de la profession :

5. Aux termes de l'article R. 4321-79 du code de la santé publique : « *Le masseur-kinésithérapeute s'abstient, même en dehors de l'exercice de sa profession, de tout acte de nature à déconsidérer celle-ci* ». Dans les circonstances de l'espèce, les agissements fautifs de M. X., qui n'ont pas de caractère public, qui sont anciens et dont il ne résulte pas de l'instruction qu'ils auraient été répétés, n'ont pas une portée telle qu'ils aient pour effet de déconsidérer la profession de masseur-kinésithérapeute.

Sur la peine :

6. Les faits relevés à l'encontre de M. X. au point 4. constituent un manquement déontologique susceptible de lui valoir le prononcé de l'une des sanctions prévues à l'article L. 4124-6 du code de la santé publique rendu applicable aux masseurs-kinésithérapeutes par l'article L. 4321-19 du même code. Il sera fait une juste appréciation de leur gravité en infligeant à M. X. la sanction de l'interdiction temporaire d'exercer la profession de masseur-kinésithérapeute pendant une durée de quinze jours, entièrement assortie du sursis.

DECIDE

Article 1^{er} : La décision n°2022/65-013 en date du 4 décembre 2023 de la chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes d'Occitanie est annulée.

Article 2 : Il est infligé à M. X. la sanction disciplinaire de l'interdiction temporaire d'exercer la profession de masseur-kinésithérapeute pendant une durée de quinze jours, entièrement assortie du sursis.

Article 3 : La présente décision sera notifiée à M. X., à M. Y., au conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes des Hautes-Pyrénées, au Conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes, au directeur de l'Agence régionale de santé d'Occitanie, au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Tarbes, à la chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes d'Occitanie et à la ministre de la santé et de l'accès aux soins.

Copie pour information en sera adressée à Me Markhoff et Me Lor.

Ainsi fait et délibéré par M. CHAVANAT, Conseiller d'Etat, président suppléant, MM. BELLINA, DIARD, GUILLOT, JUPIN et MARESCHAL, membres assesseurs de la chambre disciplinaire nationale.

Le conseiller d'Etat,

Président suppléant de la Chambre disciplinaire nationale

Bruno CHAVANAT

Cindy SOLBIAC

Greffière

La République mande et ordonne au ministre chargé de la santé en ce qui le concerne, ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.